

Commune de Juvigny Val d'Andaine

Département
Orne
Arrondissement
Alençon

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 11 FEVRIER 2019

<i>Nombre de conseillers En exercice : 70 Présents : 39 Date de convocation : 4 février 2019</i>	L'an deux mil dix-neuf, le onze février, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
--	--

Etaient présents (39) :

Fabienne AGUITON	Jean GARNIER	Brigitte LIBERT
Jacky BESLARD	Loïc GAUTIER	David LINSTAD
Henri BONNEL	André GERARD	Annie MARINARO
Eric BOUVIER	Didier GERARD	Charles MERLIER
Dominique BRETON	Marcelle GERARD	Bernard MOREAU
Chantal CANEVET	Gérard GRANDIN	Michel MOREAU
Gérard CHARCELLAY	Martin GRIPON	Jean PETRON
Pascal CHRETIEN	Sophie GRIVOIS	Philippe PETRON
Bertrand DABOUX	Mireille GUYOT	Daniel POUSSIER
Françoise DUMESNIL	Marie LABASTIE	Daniel POUTEAU
Jean-Marie DUMESNIL	Henri LEROUX	Isabelle PREEL
Bernadette DURAND	Jean-Paul LEROUX	Claudine ROETZINGER
Daniel FORGET	Dominique LEVERRIER	Sylvie SERAIS

Absents (31) : Jean-Claude ANNE - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Evie BOUTELOUP - Sylvie BRAULT - Stéphane BRUNEAU - Micheline BRUNET - Pascal BRUNET - Denis COURTEILLE - Philippe DEROUAULT - Anthony ERNOULT - Hugues FOURRE - Mathieu GERARD - Madeleine GODEFROY - Daniel JOUIN - Laurent LEBLANC - Fabien LECUYER - Didier LEROUX - Hervé LEROYER - Patrice LESELLIER - Nadège LETELLIER - Gérard LEUDIERE - Josèphe LEVENEUR - Annick LIBERT - Rémy LOUVEL - Marie-Caroline MONSALLIER - Maryse MUGICA - Martine PHILIPPE - Alain POUSSIER - Anne-Marie VOISIN

Ont donné un pouvoir (1) : Monsieur Emmanuel BEDU à Monsieur Martin GRIPON

Madame Françoise DUMESNIL a été désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1** - Demande de DETR pour les travaux de réhabilitation d'une maison en mairie (2^{ème} tranche)
- 2** - Demande de DETR pour la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Saint Denis de Villenette
- 3** - Demande de DETR pour le changement des ampoules d'éclairage public
- 4** - Demande de DETR pour la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Loré
- 5** - Demande de subvention auprès de Conseil Départemental pour les travaux de modernisation et de développement du multi-services de la commune déléguée de Sept Forges
- 6** - Demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour les travaux de réfection de l'église de la commune déléguée de Saint Denis de Villenette
- 7** - Utilisation du site Webenchères (site de vente aux enchères de biens immobiliers)
- 8** - Opposition au transfert de compétence « eau potable » aux communautés de communes Andaine-Passais et Domfront-Tinchebray
- 9** - Opération de 5 à 6 logements locatifs par Orne Habitat sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 10** - Tarifs des salles communales
- 11** - Création de poste
- 12** - Pose de volets roulants au multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
- 13** - Acquisition d'une cuisinière d'occasion pour la salle des anciens de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
- 14** - Nouvelles limites de l'agglomération de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
- 15** - Acquisition d'une vitrine-bar pour le multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
- 16** - Réfection de la clôture du cimetière de la commune déléguée de Beaulandais
- 17** - Achat de tables et de chaises pour la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais
- 18** - Ouverture de crédits
- 19** - Election d'un nouveau délégué au sein du syndicat intercommunal d'eau potable de Domfront

2019001	Demande de DETR pour les travaux de réhabilitation d'une maison en mairie (2ème tranche)
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de réhabiliter une ancienne maison en mairie au n° 13 place Saint Michel à Juvigny sous Andaine. En 2018, une demande de subvention au titre de la DETR a été déposée pour la 1^{ère} tranche des travaux. Une aide financière de 130 000,00 € a été accordée pour un montant de travaux estimé à 348 000,00 € HT (417 600,00 € TTC).

Monsieur le Maire présente le plan de financement suivant pour l'année 2019 (tranche n° 2) et demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer :

Travaux tranche n° 2 :

- Maçonnerie - Gros œuvre	: 51 000,00 € HT
- Charpente - Couverture - Bardage	: 50 000,00 € HT
- Etanchéité	: 5 000,00 € HT
- Menuiseries extérieures	: 16 000,00 € HT
- Serrurerie - Métallerie	: 15 000,00 € HT
- Menuiseries intérieures	: 3 000,00 € HT
- Doublage - Cloisons - Plafonds	: 7 000,00 € HT
- Faux plafonds	: 4 000,00 € HT
- Carrelage	: 13 000,00 € HT
- Peintures - Revêtements muraux	: 33 000,00 € HT
- Electricité	: 14 000,00 € HT
- Plomberie - Chauffage - VMC	: 9 000,00 € HT
- Imprévus divers	: 26 000,00 € HT
TOTAL tranche n° 2	: 246 000,00 € HT (295 200,00 € TTC)

Ces travaux sont susceptibles d'être subventionnés au titre de la DETR à hauteur de 50 % plus 10 % pour les communes nouvelles

Travaux tranche n° 2	: 246 000,00 € HT
Subvention DETR (60 %)	: 147 600,00 €
Emprunt	: 147 600,00 €

Le conseil municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré par 40 voix POUR :

- accepte d'effectuer la 2^{ème} tranche des travaux de réhabilitation d'une maison en mairie estimée à 246 000,00 € HT (295 200,00 € TTC),
- demande qu'un dossier de demande de subvention dans le cadre de la DETR soit déposé,
- accepte le plan de financement présenté,
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou au Premier Adjoint pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2019002	Demande de DETR pour la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Saint Denis de Villeneuve
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune déléguée de Saint Denis de Villeneuve envisage effectuer des travaux de réfection de son éclairage public. Seule la pose de candélabres est susceptible d'être subventionnée au titre :

- . de la DETR à hauteur de 30 % (+ 10 % pour les communes nouvelles)
- . du Te 61 à hauteur de 20 %

Le coût de ces travaux est estimé à 62 598,62 € HT (75 118,34 € TTC).

Monsieur le Maire présente le plan de financement suivant et demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer :

Candélabres	: 62 598,63 € HT
Subvention DETR (30% + 10%)	: 25 039,45 €
Subvention Te61 (20%)	: 15 023,67 €
Fonds propres	: 35 055,22 € TTC

Le conseil municipal, après avoir délibéré par 40 voix POUR :

- accepte d'effectuer la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Saint Denis de Villeneuve,
- demande que le dossier de demande de subvention dans le cadre de la DETR soit constitué,
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Saint Denis de Villeneuve pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019003	Demande de DETR pour le changement des ampoules d'éclairage public
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que les lampes d'éclairage public de type « ballon fluo » ne se fabriqueront plus d'ici 3 à 4 ans. Il est donc obligatoire de changer les systèmes d'éclairages actuels (crosse et lampe). Ces travaux seront à la charge de la commune puisque la communauté de communes Andaine-Passais n'intervient que dans le cadre de l'entretien courant de l'éclairage public.

Les communes déléguées concernées sont : Juvigny sous Andaine, Lucé, La Baroche sous Lucé, Sept Forges (route de Céaucé), Loré et Saint Denis de Villeneuve. L'effacement des réseaux étant prévu dans ces deux dernières communes, le changement du système d'éclairage sera inclus dans les travaux. A ce jour, il y aurait environ 39 lampes et crosses à changer (hors travaux d'effacement de réseau), ce qui représenterait 28 866,12 € HT, soit 36 082,66 € TTC avec la maîtrise d'œuvre de Te61 (1 443,31 € TTC). Ces travaux pourraient bénéficier d'une aide financière au titre de la DETR et de Te61.

Monsieur le Maire présente le plan de financement suivant et demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer :

39 luminaires à leds	: 34 639,35 € TTC (28 866,12 € HT)
Maîtrise d'œuvre Te61	: 1 443,31 € TTC
Total	: 36 082,66 € TTC
DETR (30% + 10%)	11 546,45 €
Te61 (35%)	12 123,77 €
Fonds propres	12 412,44 € TTC

Le conseil municipal, après avoir délibéré, par 40 voix POUR :

- accepte d'effectuer le changement des ampoules d'éclairage public,
- demande que le dossier de demande de subvention dans le cadre de la DETR soit constitué,
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019,

- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le premier adjoint pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019004	Demande de DETR pour la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Loré
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune déléguée de Loré envisage effectuer la réfection de son éclairage public. Seule la pose de candélabres est susceptible d'être subventionnée au titre :

- . de la DETR à hauteur de 30 % (+ 10 % pour les communes nouvelles)
- . du Te 61 à hauteur de 20 %

Le coût de ces travaux est estimé à 86 300,16 € HT (103 560,19 € TTC).

Monsieur le Maire présente le plan de financement suivant et demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer :

Candélabres	: 86 300,16 € HT
Subvention DETR (30% + 10%)	: 34 520,00 €
Subvention Te61 (20%)	: 20 712,00 €
Fonds propres	: 18 328,19 € TTC
Emprunt	: 30 000,00 €

Le conseil municipal, après avoir délibéré par 40 voix POUR :

- accepte d'effectuer la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Loré,
- demande que le dossier de demande de subvention dans le cadre de la DETR soit constitué,
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019005	Demande de subvention auprès de Conseil Départemental pour les travaux de modernisation et de développement du multi-services de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'afin de maintenir et développer des services commerciaux de proximité, la commune a décidé d'engager des travaux de modernisation et de développement du commerce de la commune déléguée de Sept Forges.

Le programme est le suivant :

- Modernisation, développement et diversification de l'épicerie dans les locaux appartenant déjà à la collectivité. Développement de la surface de vente, amélioration de l'accueil de la clientèle et du confort d'achat, optimisation du fonctionnement de l'immeuble.
- Acquisition de la licence de débit de boisson et regroupement avec l'activité d'épicerie de proximité.

L'équipement sera loué à un exploitant dans le cadre d'un bail commercial.

Le montant de l'opération s'élève à 30.734,19 €, hors acquisition de la licence (3 000,00 €).

Le plan de financement est le suivant :

Besoins :	Travaux :	30 734,19 €
	Licence :	3 000,00 €
	Total :	33 734,19 €

Ressources :	Subvention CD61 :	6 146,83 € (20% des travaux)
	Autofinancement :	27 587,36 €
	Total :	33 734,19 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 40 voix Pour :

- valide le principe de l'opération telle qu'elle a été présentée,
- valide le plan de financement,
- sollicite auprès du Conseil Départemental de l'Orne une subvention de 6 146,83 €,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame le Maire délégué de Sept Forges pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019006	Demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour les travaux de réfection de l'église de la commune déléguée de Saint Denis de Villenette
----------------	--

Monsieur Jean-Paul LEROUX, Maire délégué de Saint Denis de Villenette, informe le conseil municipal qu'il souhaite déposer une demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour la réfection des menuiseries intérieures, des bancs et du sol de l'église. Ces travaux permettront de rénover l'édifice dans le but de participer aux journées du patrimoine et de le rendre accessible au public sur simple demande. Cette opération de 17 832,00 € HT (21 398,40 € TTC) s'effectuera en deux tranches :

1^{ère} tranche 2019 : 8 916,00 € HT (10 699,20 € TTC)
2^{ème} tranche 2020 : 8 916,00 € HT (10 699,20 € TTC)

Le plan de financement est le suivant :

Travaux	: 17 832,00 € HT
Conseil Départemental (15 %)	: 2 674,80 €
Association de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine	: 6 000,00 €
Autofinancement	: 12 723,60 € TTC

Le conseil municipal, après avoir délibéré, par 40 voix POUR :

- accepte d'effectuer les travaux de réfection de l'église de la commune déléguée de Saint Denis de Villenette,
- accepte de solliciter le Conseil Départemental de l'Orne afin d'obtenir une aide financière au titre du patrimoine protégé et non protégé,
- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Saint Denis de Villenette pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2019007	Utilisation du site Webenchères (site de vente aux enchères de biens immobiliers)
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'en date du 7 juin 2018, la communauté de communes Andaine-Passais a décidé de bénéficier des conditions d'utilisation du site Webenchères et des prestations associées pour la vente des biens (outillage, véhicule, mobilier...). Les communes membres de la communauté de communes peuvent bénéficier de l'utilisation de ce site. Pour cela, il convient :

- d'approuver les conditions générales de vente communes à tous les utilisateurs,
- de s'engager à se conformer à l'article L.2122-22 10° du Code Général des Collectivités Territoriales, précisant que le Maire peut, par délégation du conseil municipal, être chargé de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 € et qu'en cas de biens vendus pour un montant supérieur, le Maire devra soumettre à son conseil l'acceptation du dépassement des 4 600,00 €.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur la possibilité d'utiliser le site Webenchères.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- approuve les conditions générales de vente communes à tous les utilisateurs, engageant la commune à se conformer à l'article L.2122-22 10° du CGCT précisant que le Maire peut par délégation du conseil municipal être chargé de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 €, et qu'en cas de biens vendus pour un montant supérieur, le Maire devra se soumettre à son conseil l'acceptation du dépassement des 4 600,00 €,
- rappelle qu'une délégation a été donnée à Monsieur le Maire pour procéder à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 € par délibération n° 2016005 du 7 janvier 2016 - 10°,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes nécessaires à la présente délibération.

2019008	Opposition au transfert de compétence « eau potable » et « assainissement collectif » aux communautés de communes
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la loi NOTRe rendait obligatoire le transfert des compétences "eau" et "assainissement" aux communautés de communes au 1er janvier 2020. Ce transfert aurait eu comme conséquence le remplacement des communes membre d'un syndicat intercommunal par son EPCI et potentiellement la suppression du syndicat s'il ne comprenait plus qu'un membre. Dans notre cas, cela entraînerait le remplacement des communes membre des CDC Domfront-Tinchebray Interco, Andaine-Passais, Pays Fertois et Bocage Carrougien au sein du syndicat intercommunal d'Eau d'Andaine et du syndicat Intercommunal d'Eau Potable de la Région de Domfront par ces EPCI.

La loi du 3 août 2018 a aménagé ces dispositions pour permettre aux communes de reporter le transfert obligatoire « eau potable » et « assainissement » aux CDC jusqu'au 1er janvier 2026. Ainsi, jusqu'au 30 juin 2019, les communes membre d'une CDC ont désormais la possibilité de délibérer pour s'opposer au transfert obligatoire de compétence. Cette opposition prendra effet si elle est décidée par des délibérations prises par au moins 25 % des communes membre

représentant au moins 20 % de la population intercommunale. Si de telles oppositions sont mises en œuvre dans les CDC concernées par nos syndicats, ces derniers ne connaîtront alors aucun changement et cela jusqu'en 2026. Si ces dispositions ne sont pas mises en œuvre par les communes d'une ou des CDC concernant nos syndicats, alors au 1er janvier 2020 les délégués des communes seront librement désignés par les CDC ayant la compétence eau potable en représentation/substitution (pas de changement du nombre des délégués). Contrairement aux communes, les délégués désignés par une CDC sont obligatoirement des élus communaux (article L.5711-1 du CGCT).

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- s'oppose au transfert des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » au 1^{er} janvier 2020 aux communautés de communes désignées précédemment,
- demande que ces compétences soient reportées au 1^{er} janvier 2026,
- charge Monsieur le Maire de notifier cette décision aux communautés de communes concernées,
- précise que la communauté de communes Andaine-Passais restera compétente pour les missions relatives au Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes démarches et signer toutes pièces utiles et nécessaires à la conduite à bonne fin de la présente délibération.

2019009	Opération de 5 à 6 logements locatifs par Orne Habitat sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué de Juvigny sous Andaine, rappelle au conseil municipal que 10 logements sociaux réservés aux personnes âgées et/ou à mobilité réduite ont été construits par Orne Habitat. Devant le succès obtenu par ce type de logements (plain-pied avec deux chambres et parfaitement accessibles) situés Résidence de la Forge, Monsieur BONNEL a sollicité l'Office Public de l'Habitat de l'Orne pour réaliser dès que possible une opération de 5 à 6 logements locatifs supplémentaires à immédiate proximité de cette résidence. Cet office a décidé d'inscrire ce projet à la programmation 2019.

Monsieur BONNEL rappelle :

- que les parcelles contigües à la résidence de la Forge ont été inscrites au Plan Local d'Urbanisme en zone d'urbanisation future à court terme
- que la propriétaire de la parcelle concernée par les futures constructions a été contactée et qu'elle consent à la vendre à la commune.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur Henri BONNEL et après en avoir délibéré, par 40 voix pour :

- décide de confier à l'Office Public de l'Habitat de l'Orne le projet de construction de 5 à 6 logements locatifs,
- s'engage, à intégrer, dans le domaine public de la commune, l'ensemble des voiries, trottoirs et espaces de stationnement des véhicules,
- exonère l'Office Public de l'habitat de l'Orne de toute taxe applicable aux terrains telle que la taxe d'aménagement, la taxe applicable aux terrains devenus

constructibles (article 1529 du code général des impôts) qui sont actuellement applicables sur le territoire de la commune ou qui viendrait à être instaurées ou à se substituer à celles actuellement en vigueur,

- s'engage à garantir 50 % des prêts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts, pour la réalisation de l'ensemble du programme,

- dit que la commune sera maître d'ouvrage de la totalité des voiries et réseaux (VRD), comprenant :

- la voirie provisoire et d'accès au chantier,

- l'amenée provisoire des fluides au droit du terrain d'emprise de l'opération,

- la desserte des fluides nécessaires (eau, électricité, téléphone) jusqu'au pied des bâtiments y compris si nécessaire le renforcement du réseau électrique ainsi que la prise en charge pour le réseau téléphonique du câblage entre les chambres de tirage et la GTL (gaine technique logement) située dans chaque logement,

- l'aménagement et l'engazonnement des espaces verts y compris les espaces privatifs.

En cas d'abandon de l'opération du fait de la commune, celle-ci s'engage à rembourser les frais engagés par l'Office pour l'opération (honoraires d'architecte, de contrôle technique, de bureau d'études, de géomètre, de frais de sondages de sol, etc.).

2019010	Tarifs des salles communales
----------------	-------------------------------------

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, fait part à l'assemblée d'une proposition du conseil communal de Sept Forges souhaitant supprimer les tarifs de location des salles communales pour les personnes qui habitent hors commune. En effet, il semble qu'un certain nombre de valandainois réservent la salle communale pour des proches domiciliés dans les communes voisines leur faisant ainsi profiter de tarifs moins importants.

Le conseil municipal, après en avoir longuement débattu, par vote à main levée (36 voix pour, 4 voix contre), décide de rejeter la demande du conseil communal de Sept Forges et maintien les tarifs de location des salles communales faisant la distinction entre les habitants de la commune et ceux situés hors commune.

2019011	Création de poste
----------------	--------------------------

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 3-2 ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

décide, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- la création à compter du 14 mars 2019 d'un emploi permanent d'un adjoint technique dans le grade des adjoints technique territorial à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 6 mois compte tenu de la démission d'un agent titulaire (Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, article 3-2).

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier d'un diplôme de niveau IV (Bac général, technologique ou professionnel, BP, BT ou équivalent) et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

2019012	Pose de volets roulants au multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, rappelle au conseil municipal que le multi-services a été cambriolé en septembre 2018. Afin de protéger au mieux ce local, il est proposé de poser des volets roulants sur les 3 portes et la baie fixe non protégées. Ces travaux sont estimés à 1 704,00 € HT (2 044,80 € TTC) par l'entreprise Etienne POTTIER.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur ces travaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire poser des volets roulants sur les 3 portes et la baie fixe du multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,
- décide de retenir le devis de l'entreprise Etienne POTTIER pour un montant de 1 704,00 € HT (2 044,80 € TTC),
- demande qu'une ouverture de crédits soit prévue afin de mandater ces travaux avant le vote du budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de La Baroche sous Lucé pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019013	Acquisition d'une cuisinière d'occasion pour la salle des anciens de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, propose au conseil municipal d'acheter une cuisinière électrique d'occasion pour la salle des anciens. Ce matériel serait acquis auprès de Monsieur et Madame Gilles SAUDON pour le prix de 150,00 €.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur cet achat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, accepte d'acheter une cuisinière d'occasion à Monsieur et Madame SAUDON pour 150,00 €.

2019014	Nouvelles limites de l'agglomération de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé sur la RD 207
----------------	--

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, informe le conseil municipal que la limite de la zone agglomérée sur la route départementale 207 en direction de Céaucé doit être reculée d'une cinquantaine de mètres. En effet, l'emplacement actuel du panneau d'entrée d'agglomération se situe sur un talus et gêne l'éparage. De ce fait, le nouveau point d'entrée en zone agglomérée se situera au droit de la limite des parcelles cadastrées 025 AB 6 et 290 au PR 3+195 et la limite de sortie sera fixée en vis-à-vis de celle définie à l'entrée.

Monsieur POUSSIER demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de modifier les nouvelles limites d'entrée d'agglomération de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé sur la route départementale 207,
- fixe ladite limite au PR 3+195,
- charge Monsieur le Maire d'établir un arrêté en ce sens.

2019015	Acquisition d'une vitrine-bar pour le multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	--

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, propose au conseil municipal d'acheter une vitrine-bar pour le multi-services. Le coût de cette acquisition s'élève à 2 260,00 € HT (devis de la société HERRY-FROID & CLIMATISATION).

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur cet achat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire l'acquisition d'une vitrine-bar pour le multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,
- décide de retenir le devis de la société HERRY-FROID & CLIMATISATION pour un montant de 2 260,00 € HT (2 712,00 € TTC),
- demande qu'une ouverture de crédits soit prévue afin de mandater cet achat avant le vote du budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de La Baroche sous Lucé pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019016	Réfection de la clôture du cimetière de la commune déléguée de Beaulandais
----------------	---

Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué, informe l'assemblée que le conseil communal de Beaulandais souhaite refaire la clôture du cimetière. Il conviendra d'arracher la haie existante, d'édifier un mur de soutènement sur lequel sera installée une lisse et de changer les deux portails situés à l'extrémité du cimetière.

Tous les devis n'étant pas parvenus à temps pour la présente réunion, Monsieur LEROUX est contraint de reporter ce 16ème point de l'ordre du jour à une prochaine séance.

2019017	Achat de tables et de chaises pour la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais
----------------	--

Monsieur Henri LEROUX, maire délégué, informe l'assemblée que le conseil communal de Beaulandais souhaite équiper la salle communale de 12 tables et 50 chaises. Le coût de cet investissement s'élèverait à :

Neveu Bureau Concept : 12 tables	3 327,41 € TTC
SEMIO : 50 chaises	1 861,80 € TTC
TOTAL	5 189,21 € TTC

Monsieur LEROUX demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur ces acquisitions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire l'acquisition de 12 tables et 50 chaises pour équiper la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais,
- décide de retenir les devis des sociétés Neveu Bureau Concept et SEMIO pour un montant total de 5 189,21 € TTC,
- demande qu'une ouverture de crédits soit prévue afin de mandater cet achat avant le vote du budget primitif 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Beaulandais pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

2019018	Ouverture de crédits
----------------	-----------------------------

Monsieur le Maire expose que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales dispose que :

"Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette".

Monsieur le Maire propose l'ouverture de crédits avant le vote du budget primitif 2019 des dépenses d'investissement suivantes :

Article	Opération	Intitulé de l'opération	Travaux	Montant
2051	/	/	3 clés USB Certinomis	900,00 € TTC
2132	1003	Multi-services La Baroche sous Lucé	Pose de volets roulants	1 800,00 € HT
2188	1003	Multi-services La Baroche sous Lucé	Vitrine bar	2 260,00 € HT

Article	Opération	Intitulé de l'opération	Travaux	Montant
2138	/	/	Pose d'éviers et d'un plan de travail dans la salle polyvalente de Juvigny sous Andaine	2 500,00 € TTC
2184	/	/	12 tables et 50 chaises pour la salle communale de Beaulandais	5 300,00 € TTC

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal, par 40 voix Pour :
- autorise, jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2019, le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

2019019	Election d'un nouveau délégué au sein du syndicat intercommunal d'eau potable de Domfront
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a reçu le 1^{er} février 2019 la démission de Monsieur Jean-Marie DUMESNIL, délégué communal au sein du syndicat intercommunal d'eau potable de Domfront. Il demande à l'assemblée de bien vouloir procéder au vote d'un nouveau représentant tout en précisant que Monsieur Robert LOCQUET a déposé sa candidature.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix pour :
- désigne Monsieur Robert LOCQUET délégué communal au sein du syndicat intercommunal d'eau potable de Domfront en remplacement de Monsieur Jean-Marie DUMESIL,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes démarches et signer toutes pièces utiles et nécessaires à la conduite à bonne fin de la présente délibération.

Numéro d'ordre des délibérations

Date	Numéro	Objet	Page
11/02/2019	2019001	Demande de DETR pour les travaux de réhabilitation d'une maison en mairie (2ème tranche)	3
11/02/2019	2019002	Demande de DETR pour la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Saint Denis de Villeneuve	3
11/02/2019	2019003	Demande de DETR pour le changement des ampoules d'éclairage public	4
11/02/2019	2019004	Demande de DETR pour la réfection de l'éclairage public de la commune déléguée de Loré	5
11/02/2019	2019005	Demande de subvention auprès de Conseil Départemental pour les travaux de modernisation et de développement du multi-services de la commune déléguée de Sept Forges	5
11/02/2019	2019006	Demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour les travaux de réfection de l'église de la commune déléguée de Saint Denis de Villeneuve	6
11/02/2019	2019007	Utilisation du site Webenchères (site de vente aux enchères de biens immobiliers)	7
11/02/2019	2019008	Opposition au transfert de compétence « eau potable » aux communautés de communes	7
11/02/2019	2019009	Opération de 5 à 6 logements locatifs par Orne Habitat sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	8
11/02/2019	2019010	Tarifs des salles communales	9
11/02/2019	2019011	Création de poste	9
11/02/2019	2019012	Pose de volets roulants au multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	10
11/02/2019	2019013	Acquisition d'une cuisinière d'occasion pour la salle des anciens de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	10
11/02/2019	2019014	Nouvelles limites de l'agglomération de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	11
11/02/2019	2019015	Acquisition d'une vitrine-bar pour le multi-services de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	11
11/02/2019	2019016	Réfection de la clôture du cimetière de la commune déléguée de Beaulandais	11
11/02/2019	2019017	Achat de tables et de chaises pour la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais	12
11/02/2019	2019018	Ouverture de crédits	12

Registre des délibérations de la commune de Juvigny Val d'Andaine
- Séance du 11 février 2019 -

11/02/2019	2019019	Election d'un nouveau délégué au sein du syndicat intercommunal d'eau potable de Domfront	13
------------	---------	---	----